



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

7 février 2025

N° 323

Prix: 25 gourdes

EDITORIAL

AMNISTIE, NÉGOCIATION AVEC LES GANGS : UNE ILLUSION CRIMINELLE



Alors que les gangs continuent d'ensanglanter le pays, massacrant les habitants des quartiers populaires, certaines voix, parmi les politiciens et commentateurs médiatiques, proposent une amnistie ou une négociation avec ces criminels. Ces discours, sous couvert de pragmatisme, ne sont qu'une illusion dangereuse visant à désarmer moralement les masses et à légitimer l'emprise des gangs sur le pays.

Ceux qui prônent la réconciliation avec les gangs ignorent ou feignent d'ignorer une réalité indiscutable : les bandits n'ont jamais marqué la moindre pause dans leurs exactions. Les massacres continuent, toujours plus sanglants et systématiques. À Kenscoff, près de 200 personnes ont été massacrées par des gangs armés, forçant des centaines de familles à fuir leurs foyers. À Grepin (Gros Morne), à Wharf Jérémie, et à Savien dans l'Artibonite, le même scénario se répète : exécutions de masse, pillages, incendies, viols collectifs.

Demander à la population de négocier avec ces assassins, c'est demander aux moutons de pardonner aux loups ou de cohabiter pacifiquement dans la même bergerie. Depuis quand des bourreaux négocient-ils avec leurs victimes ? Depuis quand la réconciliation se fait-elle entre oppresseurs et opprimés ?

Les gangs de Viv Ansanm savent qu'ils ont le rapport de force en leur faveur. Ils contrôlent plus de 80 % de la capitale, possèdent un arsenal de guerre et jouissent de la complicité des élites économiques et politiques du pays. Dans ces conditions, pourquoi accepteraient-ils de négocier ? Quel intérêt auraient-ils à abandonner leurs privilèges et leurs fortunes ?

Si les gangs avaient, ne serait-ce qu'un instant, montré un signe de trêve, on pourrait être tenté de justifier l'idée d'une négociation ou d'une amnistie. S'ils avaient levé les barrages sur

les routes nationales, arrêté de kidnapper les passagers, ouvert les marchés publics et mis fin aux postes de péage illégaux, alors certains auraient pu y voir une volonté de dialogue. Mais ce n'est pas le cas. Au contraire ! Ils accélèrent leur entreprise criminelle. Leur mainmise sur le pays s'étend de jour en jour, ils multiplient les attaques contre la population, élargissent leurs zones de contrôle et perfectionnent leurs méthodes de terreur. Ce sont des chefs de guerre, pas des repentis.

En prônant l'amnistie et le dialogue, ces politiciens et commentateurs tentent d'endormir les masses, de les désarmer psychologiquement face à leurs bourreaux. Cette propagande vise à maintenir la population dans la soumission et à légitimer l'impunité des criminels.

Ce que ces faiseurs d'illusions oublient, c'est que les classes populaires ont déjà prouvé qu'elles peuvent renverser la vapeur. En avril 2023, excédés par les atrocités des gangs, des milliers d'habitants s'étaient soulevés et avaient neutralisé des centaines de bandits dans une vague de révolte populaire spontanée. La seule force que craignent les gangs, c'est la mobilisation des masses.

Les habitants des quartiers populaires sont majoritaires. Ils connaissent le terrain, ils savent où se cachent ces criminels. C'est par une organisation de masse, une riposte généralisée, que les gangs seront défaits. Ils ne partiront pas avec des discours, mais sous la pression d'un soulèvement populaire déterminé. ■

SOMMAIRE

Editorial

- ⇒ Page 1
 - Amnistie, négociation avec les gangs : une illusion criminelle

Leur Société

- ⇒ Page 2
 - Contre la dictature et la barbarie des gangs la mobilisation consciente des masses populaires
 - Les classes populaires : principales victimes d'un système en faillite
 - Enième attaque des bandits sur Laboule et ses environs
 - Les habitants de Kenscoff attaqués par des bandits
- ⇒ Page 3
 - Exactions des gangs dans l'Artibonite
 - Répercussions de la dictature des gangs

Dans les entreprises

- ⇒ Page 3
 - L'agonie du secteur de la sous-traitance !
 - Carribean Island apparel S.A.
 - Hansaae : 300 ouvriers pour le travail de 3000
- ⇒ Page 4
 - Patwon yo monte volim eksplwatasyon an !

Dans l'international

- ⇒ Page 4
 - Trump, le vrai visage du capitalisme et de l'impérialisme

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

CONTRE LA DICTATURE ET LA BARBARIE DES GANGS LA MOBILISATION CONSCIENTE DES MASSES POPULAIRES

Le pays s'est réveillé pour l'année 2025 avec les mêmes menaces des groupes criminels. La capitale Port-au-Prince donne l'impression générale d'un malade en phase terminale qui vit ses derniers instants. Le vent en poupe, les gangs continuent de marcher sur les dernières portions de territoire de la capitale et du département de l'Ouest qui échappent à leur contrôle.

Depuis les derniers quartiers qu'ils ont conquis, Solino, Nazon, et depuis leurs bases opérationnelles dans les « territoires perdus », les gangs maintiennent la pression et attaquent la population avoisinante sans relâche. Mais aussi il lancent des raids à

distance pour faire tomber Pétiion-Ville où se concentre l'essentiel des activités économiques de la capitale depuis quelques temps. Imperturbables, les malfrats continuent d'entretenir le climat de terreur en s'en prenant aux établissements scolaires et universitaires, aux hôpitaux et aux entreprises.

Défendant aux côtés des gangs le système d'exploitation contre les masses populaires, le gouvernement, les patrons, les grands commerçants n'ont jamais manifesté de volonté réelle de les combattre. Au contraire, c'est à coup de millions qu'ils les arrosent pour continuer à s'enrichir.

Les masses pauvres ne pourront changer cette situation que par une mobilisation générale à l'échelle de tout le pays. Se battre consciemment avec la détermination en rassemblant toutes leurs énergies sur l'ensemble de la capitale et des villes de province, c'est ce défi que les bandits et les classes riches imposent aux classes populaires.

Les esclaves ont relévé le déficit et ont pris les armes pour trouver leur liberté en 1794 puis pour accéder à leur indépendance en 1804, les travailleurs l'ont fait récemment contre la dictature des Duvalier, ils peuvent le refaire et en mieux contre la dictature des gangs. ■

LES CLASSES POPULAIRES : PRINCIPALES VICTIMES D'UN SYSTÈME EN FAILLITE

Selon l'IHSI, en 2024, Haïti a enregistré sa sixième année consécutive de récession économique avec une baisse de 4,2 % du PIB, soit 24 milliards de gourdes en moins.

Parler de récession et ce, pendant 6 années consécutives, c'est un signe avant-coureur de l'imminence d'une catastrophe sociale. L'effondrement économique s'est accompagné d'une vague de licenciements massifs. Selon l'ADIH, en trois ans, plus de 40 000 emplois ont été perdus, soit une baisse de 64 % par rapport aux 62 000 travailleurs employés en décembre 2021. Le non-renouvellement de la loi Hope/Help (aide américaine à l'industrie textile) va sans doute vider graduellement les différents parcs et les entreprises de la sous-traitance, et les travailleurs, renvoyés sans indemnités

ni boni de fin d'année, abandonnés à leur sort.

Le secteur informel est asphyxié par les gangs. Cette économie informelle, qui représente plus de 60 % de la population active, est à l'agonie.

La vie chère atteint des sommets inégalés. Alors que la gourde semble stable face au dollar, les prix des produits de première nécessité flambent à un rythme effréné. Le coût du logement suit cette même tendance.

Dans ce contexte de crise, les travailleurs voient leur pouvoir d'achat s'effondrer. Dans la sous-traitance, le salaire minimum reste bloqué à environ 4 dollars par jour, le même qu'en 1991.

Dans ce marasme, les transferts d'argent envoyés par la diaspora sont la seule planche de salut pour des milliers de familles. En 2024, ces envois ont atteint environ 4 milliards de dollars, en hausse de 10,7 % par rapport à l'année précédente.

Ce système capitaliste en décomposition qui n'offre que misère et violence aux travailleurs, doit être renversé. Les classes laborieuses, par leur force collective, ont le pouvoir de le balayer et de construire une société basée sur la propriété collective des ressources et une économie planifiée démocratiquement. Leur émancipation est la seule voie pour sortir du chaos imposé par la bourgeoisie et ses alliés criminels. ■

ENIÈME ATTAQUE DES BANDITS CONTRE LABOULE ET SES ENVIRONS

Les 1er et 2 janvier 2025, les bandits de « Viv ansanm » ont attaqué le quartier de Laboule dans sa partie ouest. De ce côté, il y a plusieurs petites localités telles que Tara's, Bois Pins, Makako qui relie la commune de Carrefour. Pour éviter la traversée de Martissant bloquée par le bandit « Izo », la route de Laboule 12 en passant par Tara's

avait servi de passage alternatif pour se rendre dans le Sud.

Les criminels ont incendié plusieurs maisons et voitures. Les assassins ont tué et blessé les habitants et paysans qui se trouvaient sur leur parcours. Pris au dépourvu, les habitants étaient forcés de quitter leurs maisons, leur bétail, etc. pour échapper au massacre des

bandits et se réfugier ailleurs

Avec plus d'une dizaine de blindés et de chars d'assaut, plusieurs unités de la Police Nationale et de l'Armée d'Haïti ont forcé les assaillants à faire marche arrière. Dans certaines zones, les riverains ont regagné leurs maisons. Mais Makako, le quartier conquis, reste toujours sous le contrôle des bandits. ■

LES HABITANTS DE KENSCOFF ATTAQUÉS PAR DES BANDITS

Les bandits continuent leur sale guerre contre la population. Les 27 et 28 janvier, ces malfrats ont envahi la commune de montagne de Kenscoff, connue pour son calme et située à environ 10 kms au sud de Port-au-Prince. Depuis c'est la panique, les gens fuient dans toutes les directions.

Les bandits ont débarqué dans les localités de Godet, de Bellot et de Carrefour Bête après avoir franchi la montagne en provenance de Carrefour. L'attaque a démarré tôt dans la matinée du 27 janvier, presque à l'aube. Les rafales d'armes automatiques ont réveillé les habitants. Au cours de la journée une intervention policière a fini par repousser les criminels, mais ils sont revenus à la charge le lendemain 28 janvier, une fois les policiers partis.

Le bilan de ces attaques meurtrières, toujours partiel, fait état de plus de 150 morts, selon un organisme de défense des droits de l'homme, RNDDH. Plusieurs maisons sont incendiées. Quant à la population, aux abois, surprise par l'attaque, elle a fui vers Pétiion-Ville ou tente de se cacher dans les bois. À Godet une famille entière de 13 personnes aurait été décimée sous les balles assassines de « Viv ansanm ».

Les criminels de cette organisation

criminelle cherchent des chemins pour atteindre Pétiion-Ville, Haut-Delmas et d'autres zones où la vigilance de la population les a empêchés de pénétrer. Depuis la fin de l'année dernière, ils font planer la menace sur ces lieux. Cette attaque, comme la tentative à Tara's au début du mois de janvier, montre combien ils sont déterminés.

Face à la détermination des gangs d'étendre leur dictature, la population doit redoubler de vigilance pour se défendre. ■

EXACTIONS DES GANGS DANS L'ARTIBONITE

Le 18 janvier 2025, les bandits du gang « Kokorat sans race » basés à « Ti bwadòm », une localité située à Gros morne dans le département de l'Artibonite, ont attaqué les localités de Grépin et Campêche du même département. Un bilan fait état

d'une dizaine de morts, de plusieurs blessés et de plusieurs maisons incendiées. Comme pour la commune de Pont Sondé, le refus par la population de Grépin et de Campêche de la mise en place d'un poste de péage à Grépin a été à l'origine de ce massacre.

Comme à l'accoutumée la population était livrée à elle-même. Les autorités policières se sont lavé les mains prétextant qu'elles travaillent en sous-effectif et sans moyens adéquats. Seul le réveil de la conscience de la population peut la sauver des griffes des gangs.■

RÉPERCUSSIONS DE LA DICTATURE DES GANGS

Les répercussions de l'emprise criminelle des gangs ne se réduisent pas seulement aux départements de l'Artibonite et de l'Ouest où ils contrôlent près de 85% du territoire, elles s'abattent sur toute la population exploitée du pays.

Les conditions d'existence des masses laborieuses se détériorent à mesure que les gangs étendent leur emprise sur la capitale. Plus d'un million de personnes ont été déplacées bien avant le massacre de Kenscoff qui a provoqué le déplacement d'un millier de personnes. Les criminels affermissent leur dictature au détriment des habitants qu'ils rançonnent à longueur de journée quand ils ne les massacrent pas.

Avec le contrôle des gangs sur les routes nationales, il est difficile pour les

villes de province de s'approvisionner en produits de première nécessité. Les cultivateurs de leur côté, ne peuvent pas acheminer leurs récoltes aux marchés de Port-au-Prince. C'est l'un des facteurs qui alimente la cherté de la vie qui touche les plus nécessiteux. Les prix des courses sont décuplés, pareil pour les frais de transport des marchandises qui peuvent prendre des proportions exagérées.

L'autre situation qui a beaucoup fait parler ces derniers jours, c'est le manque de billets de banque dans les villes de province. Plusieurs médias l'ont rapporté durant la fin

d'année. Et ceux qui se sont rendus en province ont pu constater cette carence de liquidités dans les banques et bureaux de transferts. Récupérer un transfert peut nécessiter plusieurs jours. Aux marchés, dans les commerces les transactions s'effectuent avec des billets délabrés, déchirés.

Cette situation est insupportable pour les classes pauvres qui en font complètement les frais. Mettre fin à cet état de choses est une question de vie ou de mort pour les masses exploitées..■

DANS LES ENTREPRISES

L'AGONIE DU SECTEUR DE LA SOUS-TRAITANCE !

Après la pause de fin d'année, la reprise des activités au Parc Sonapi s'est déroulée dans une atmosphère maussade pour les travailleurs. Entre la violence des gangs qui met en péril la survie du secteur et le non-renouvellement de la loi Hope, les nouvelles ne sont pas réjouissantes. Une inquiétude qui se lit sur le visage des travailleurs.

Au parc Sonapi, il y a moins une dizaine d'usines qui ont repris le travail avec un effectif réduit. C'est le cas pour le groupe HANSAAE qui évoluait dans 3 bâtiments, les numéros 1, 50 et 55. Entre 3000 et 4500 ouvriers environ y étaient embauchés. Le groupe a démarré l'année 2025 dans un seul bâtiment avec seulement 300 ouvriers.

Les activités du groupe « Wilbès » sont réduites à peau de chagrin aussi. Autrefois, ce groupe embauchait presque la moitié des ouvriers au niveau du parc Sonapi. Aujourd'hui seulement quelques centaines de travailleurs traînent leur misère dans les bâtiments 36 et 42.

Le groupe MBI en ce début d'année maintient des activités dans 3 bâtiments sur

4, les numéros 52, 53 et 17. Une fois n'est pas coutume, les ouvriers ont effectué 3 semaines de travail pleines de 6 jours. Mais un chef tente à chaque fois de calmer cet optimisme en affirmant qu'il ne sait pas de quoi demain sera fait.

Le Centri-groupe tire son épingle du jeu pour le moment. Les activités se poursuivent dans le bâtiment 18. Le groupe LORSA maintient une petite activité dans un seul bâtiment contre 4 autrefois.

En dehors du parc Sonapi, le groupe SISA fonctionne à Tabarre, pareil pour le « Carribean Island Apparel » au parc SHODECOSA près de Cité Soleil et MANUTECH qui a délogé ses activités sur la route nationale # 1 près de Cité Soleil.

Malgré tout, le secteur de la sous-traitance subit de plein fouet l'insécurité et la violence des gangs. L'ambiance dans les usines, sur la route de l'aéroport n'a rien à voir avec celle qui y régnait autrefois. Toujours cupides et sans vergogne, les patrons tentent de se rattraper en tapant durement sur les quelques milliers de travailleurs en imposant de cadences plus élevées que d'habitude et la dégradation de leurs conditions de travail.

Espérons que les travailleurs trouveront la conscience, la détermination, le courage nécessaires pour s'opposer aux patrons. L'amélioration des conditions de travail dont un ajustement du salaire minimum gelé depuis plusieurs années en dépendra.■

CARRIBEAN ISLAND APPAREL S.A.

C'est la seule usine de sous-traitance qui reste en activité au Parc SHODECOSA sur la Nationale #1 à l'entrée de Cité Soleil. Le manager général, un Haïtien du nom de Beauvoir, joue son rôle chef. Chaque matin, il se présente à l'usine pour surveiller lui-même le déroulement des opérations. Ses liens avec les gangs du bas de Delmas, de Simon Pelé et ceux de Cité Soleil sont un secret de Polichinelle.

Si ce dernier a négocié pour sa sécurité personnelle et pour celle de son usine, ce n'est pas le cas pour les 2000 à

3000 ouvriers qui doivent traverser plusieurs zones de non-droit tenues par des gangs avant d'y arriver. Sur ce trajet de la mort emprunté deux fois par jour et 5 jours par semaine, les ouvriers doivent avoir les nerfs solides pour faire face. Certains d'entre eux se font parfois piller, agresser. De jeunes ouvrières sont violées. Lors des conflits entre gangs, il arrive que les ouvrières restent plusieurs heures cachées derrière des troncs d'arbre ou dans certaines maisons vides pour se protéger les après-midi à la sortie. Mais si ces conflits éclatent tôt le matin et occasionnent des retards,

les ouvriers se font sermonner et sont mis sur une liste noire.

L'usine confectionne des pantalons et des chemises pour le groupe Cintas basé aux Etats-Unis. Les tarifs sont tels que la majorité des ouvriers ne gagne que juste le salaire minimum dont la valeur réelle ne cesse de se déprécier dans une ambiance de peur et de pression généralisées.

Dans l'usine, plusieurs dizaines de petits chefs dévoués à la solde du patron veillent au grain en pressurant les ouvriers. Mais la colère finira quand même par éclater un jour..■

HANSAAE : 300 OUVRIERS POUR LE TRAVAIL DE 3000

Le patron a fait ce pari au début de l'année. Il l'expérimente dans le bâtiment 50 avec 300 camarades ouvriers triés sur le volet. Pour la plupart nous étions tous dans la même usine l'année dernière, du coup nous connaissons ce travail avec un quota de 700 pièces à effectuer. Pour ce même travail un nouveau tarif de 1006 pièces nous est exigé aujourd'hui. La direction cherche à nous faire supporter le poids de travail des milliers de nos collègues révoqués.

Des machines pour contrôler nos productions

Si le patron dit n'avoir pas d'argent pour ajuster nos salaires, en revanche il sait où en trouver pour équiper son usine en machines sophistiquées pour contrôler et ajuster nos productions. Pour l'instant, selon ces machines, nos performances sont en dessous des espérances du patron. Rien d'étonnant. Mais tout cela reste des simagrées qui peuvent voler en éclat avec la mobilisation de nos camarades.

Des blâmes payants

Pendant toute la journée de travail, des petits chefs sillonnent les allées de l'entreprise et distribuent à tout-va des blâmes pour manque d'activité. Certains travailleurs sont convoqués au service du personnel pour les signer. Mais, en plus, la direction sanctionne financièrement ces blâmes en prélevant des sommes relativement importantes sur le salaire des travailleurs concernés. Ainsi selon les témoignages de plusieurs ouvriers, il y en a de tous les prix. Des blâmes de 750, 1000 et 1500 gourdes.■

PAWÒL TRAVAYÈ

Patwon yo monte volim eksplwatasyon an !

Vyolans ak ensekirite gang melanje ak konplisite patwon, plis politisyen kraze tout ekonomi peyi a epi mete klas travayè ajenou. Sou zòn endistriyel la, se sèlman yon ti ponyen ouvriye ki rete ap travay nan nan kèk izin.

Gwoup HANSAAE ap fonksyone ak 300 ouvriye sèlman. Tarif travay yo prèske double. Malgre ouvriye yo rantre avan lè ak sakrifye inèdtan poz la, yo paka soti tarif la. Gwoup Wilbès ki te gen prèske mwaye travayè nan Pak la ap fonksyone nan 2 izin sèlman, 36 ak 41; Gwoup MBI yo kenbe aktivite nan batiman 52, 53 ak nan 17, men yo pa gen okenn garanti pou demen. Kay Lorsa, se yon grenn batiman kap fonksyone sou 4; Centri gwoup ap goumen toujou nan nimewo 18 la. Aprè gen Manutèk, kay Beauvoir nan Pak Mez ak SISA, kap fonksyone tou nan menm kondisyon yo.

Nan kòmansman ane 2025 la, patwon izin sa yo pran tout kalte mezi pou pete fyèl travayè yo pi rès pou yo ka kontinye ranmase menm mago richès yo te konn fè anvan.

Depi 4 lane konsa, okenn desizyon pa janm pran pou ajiste salè minimòm nan malgre kou lavi a monte disèt wotè. Se pen ak dlo sikre travayè yo ap pran pou soutni kè yo tèlman salè a ba parapòta kou lavi a. Gouvènman yo fèmen je yo sou sitiyasyon kalamite sa a. Yo kontante yo vòlè epi gaspiye lajan taks nou yo nan tout kalte malvèsasyon.

Sitiyasyon sa yo pap chanje si nou tout kamarad travayè pa leve kanpe pou denonse ekplwatasyon fewòs sa yo. Timoun ki pa kriye pa bezwen tete. Kit se anndan izin yo, kit se sou beton an, nou dwe jwenn mwayen pou nou leve kanpe, pou mande prese-prese ajisteman salè minimòm nan, akonpayman sosyal la, sibvansyon pou nou peye machin, manje, elatriye. Nap mande menm avantaj sa yo tou pou tout kanmarad travayè ki nan chomaj yo.

Patwon yo ak politisyen yo pap fè nou kado. Jan nou abitye fè sa, se nan batay nap ka rive jwenn satisfaksyon nan revandikasyon sa yo !

OTR-UCI, jedi 6 fevriye 2025
An nou konte sou fòs nou !

DANS L'INTERNATIONAL

L'intronisation de Donald Trump comme nouveau président des USA le 20 janvier dernier fait débat dans les classes populaires. Nous soumettons à leur appréciation un éditorial de nos camarades de « Lutte Ouvrière » publié dans leur hebdomadaire du 22 janvier 2025.

TRUMP, LE VRAI VISAGE DU CAPITALISME ET DE L'IMPÉRIALISME

C'est l'heure du retour triomphal de Trump à la Maison-Blanche.

(.....) Une centaine de décrets seraient prêts à être signés : droits de douane, amnistie de ses partisans qui avaient assailli le Capitole en janvier 2021, opération d'expulsion de masse des sans-papiers, déréglementation environnementale... Trump prétend tout changer à un train d'enfer.

Et tous les commentateurs chantent la même musique : plus rien ne sera comme avant, avec Trump, c'est le règne du rapport de force et la loi du plus fort. Comme si c'était une nouveauté ! Comme si l'impérialisme américain, qui façonne le monde depuis plus d'un siècle, venait de naître ! Et comme si le capitalisme n'était pas, depuis sa naissance, le règne des milliardaires !

Bien sûr, Trump va gouverner avec et pour les milliardaires. Mais Biden et tous les présidents américains l'ont toujours fait, et on peut dire qu'ils ont réussi, puisqu'avec 735 milliardaires, les États-Unis détiennent le record du monde. La seule différence, c'est que Trump veut que cela se voie et se sache. Par-dessus tout, il veut la reconnaissance de ces mêmes milliardaires.

(.....) Au son du « Make America great again », Trump revendique un ultra-patriotisme. Mais là encore, il ne fait que poursuivre la politique

protectionniste engagée par Biden. Sans tambour ni trompette, celui-ci a renforcé la puissance économique des États-Unis qui aspirent près de la moitié des capitaux financiers de la planète et concentrent la plus grande partie des investissements industriels mondiaux.

Quant à la guerre commerciale et la pression de l'impérialisme des États-Unis sur le monde, elles n'ont vraiment rien de nouveau. La première puissance mondiale n'a jamais cessé de pousser ses pions partout sur la planète et a toujours imposé sa loi, y compris en Europe, en position de vassale depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Et que Trump ne se fasse pas passer pour une force de paix ! C'est la puissance américaine qui a poussé à la guerre entre l'Ukraine et la Russie et l'alimente depuis près de trois ans. C'est aussi elle qui couvre les crimes de l'État d'Israël depuis plus de 75 ans et qui l'arme. Trump a peut-être aujourd'hui intérêt à imposer à Netanyahu, à Zelensky qu'ils signent un cessez-le-feu, cela ne le transforme pas en pacifiste !

S'il y a des cessez-le-feu durables dans ces deux régions, ce sera la paix des cimetières. Une paix qui ne fera que consacrer un rapport de force entre grandes puissances et la possibilité pour elles de continuer leur pillage et leur oppression, loin des aspirations des peuples à vivre dans la liberté et dans la paix.

La nouveauté avec Trump, c'est qu'il ne veut même plus faire semblant de mettre des limites à l'exploitation des hommes et de la planète, comme ont pu le faire d'autres dirigeants avant lui, et comme les nôtres voudraient continuer à le faire.

Avec lui, finie la régulation qui ne régule rien ! Finis les règlements qui ne sont jamais respectés par les capitalistes ! Vive la loi de la jungle, la chasse aux sans-papiers pour diviser les travailleurs, les attaques contre les droits des femmes et des minorités, les mensonges et la manipulation des plus puissants au travers des réseaux sociaux !

Plus qu'une nouveauté, Trump est une piqure de rappel : le capitalisme progressiste à visage humain n'existe pas. À sa base, il n'y a que la loi des plus riches qui profite aux plus grands prédateurs.

Mais rappelons-nous aussi que ces rois de la jungle capitaliste ne sont rien sans les travailleurs. Et il ne dépend que de nous, de notre révolte et de notre organisation de sortir de cette jungle pour fonder une société véritablement humaine.■



POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.